

Rapport semestriel 2006-2007



*S.T. Dupont*  
PARIS



Société anonyme au capital de 21 231 115.25 euros  
Siège Social : 92 Boulevard du Montparnasse  
75014 Paris  
R.C.S. Paris 572 230 829

## Rapport Semestriel 2006-2007

1. **INFORMATIONS FINANCIÈRES SEMESTRIELLES**

1.1. **Rapport d'activité du premier semestre 2006-2007**

Les principaux indicateurs de l'activité peuvent se résumer ainsi :

en millions d'euros	30/09/2006	30/09/2005	Variation (% ou m€)
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>33,3</b>	<b>37,3</b>	<b>-10,8%</b>
Marge brute	15,3	15,8	-2,9%
	46,1%	42,3%	
<b>Résultat opérationnel (hors éléments non récurrents)</b>	<b>(2,4)</b>	<b>(5,1)</b>	<b>2,8</b>
Eléments non récurrents	5,0	(23,9)	28,9
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>2,6</b>	<b>(29,0)</b>	<b>31,7</b>
Coût de l'endettement	(0,8)	(1,4)	0,6
<b>Résultat net (Part du Groupe)</b>	<b>1,2</b>	<b>(31,5)</b>	<b>32,7</b>
<b>Résultat net par action (en €uro)</b>	<b>0,00</b>	<b>(5,05)</b>	<b>5,05</b>

1.1.1. **SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'AFFAIRES**

Le plan d'affaires arrêté par le Directoire en février 2006 prévoyait un certain nombre d'actions qui ont été engagées durant l'exercice précédent et se sont poursuivies sur le premier semestre de l'exercice 2006-2007.

**AUGMENTATION DE CAPITAL**

L'augmentation de capital autorisée par l'Assemblée Générale du 4 avril 2006 est intervenue dans le courant du mois de juin pour un montant de 41,8 millions d'euros.

Cette augmentation de capital a été souscrite par les deux tiers des actionnaires minoritaires et complétée pour le tiers manquant par D and D International dans le cadre de la garantie préalablement accordée.

A l'issue de cette augmentation de capital, D and D International détient environ 69% des actions et droits de vote.

**CHANGEMENT DE PRESIDENT DU DIRECTOIRE**

Ainsi qu'il avait été annoncé début 2006, Monsieur William CHRISTIE avait accepté de reprendre, à titre temporaire, les fonctions de Président du Directoire, le temps pour le Conseil de Surveillance de lui trouver un successeur.

Le 4 septembre 2006, le Conseil de Surveillance a nommé Monsieur Alain CREVET comme Président du Directoire en remplacement de Monsieur William CHRISTIE qui demeurera membre du Directoire jusqu'au début 2007 en tant que Directeur Général rattaché au Président du Directoire.

**PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI**

Dans le cadre des mesures destinées à maîtriser les coûts, un Plan de Sauvegarde de l'Emploi avait été annoncé fin mars 2006 et a fait l'objet de la procédure d'information/consultation entre le mois de mars et le mois d'octobre. Compte tenu des élections des délégués du personnel intervenues en avril 2006, la négociation n'a véritablement démarré qu'en mai 2006. Les représentants du personnel n'ayant pas accepté le regroupement des Livre IV (Analyse économique) et Livre III (Mesures d'accompagnement), les négociations sur le Livre III n'ont pu commencer qu'en juillet après que le CCE et les CE aient émis un avis sur le Livre IV.

Les mesures d'accompagnement du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (Livre III) ont fait l'objet d'un avis des représentants du personnel en octobre 2006, ce qui a permis la mise en œuvre effective du Plan pour la France à compter du mois d'octobre 2006.

En ce qui concerne les filiales européennes, les mesures de réduction d'effectifs prévues dans le plan d'affaires se sont déroulées sur l'ensemble du premier semestre de l'exercice.

En France, afin de réduire au maximum l'impact du plan social en terme de licenciements, nous sommes parvenus à un accord avec les organisations syndicales en vue de revenir à un horaire de travail hebdomadaire moyen de 34.7 heures (contre 31.2 heures précédemment) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007 pour l'usine de Faverges permettant ainsi de sauvegarder 15 postes équivalent temps plein.

Les démissions intervenues avant l'avis du CCE sur le Plan de Sauvegarde de l'Emploi et les négociations avec les représentants du personnel visant à sauvegarder les emplois ont permis de limiter les suppressions de postes qui sont passées de 164 initialement prévus à 137 et qui se sont traduits par 90 départs dans le cadre du PSE dont 13 « licenciements secs » à l'usine de Faverges et 17 au siège social. Les mesures d'accompagnement du plan visent à optimiser les possibilités de reclassements des personnes concernées et à indemniser le préjudice subi.

Au 31 mars 2006, nous avons comptabilisé une provision destinée à couvrir les coûts de ce plan de restructuration. Cette provision avait été établie pour les postes concernés ayant encore un titulaire au 31 mars sur la base d'estimations découlant de l'état des discussions avec les représentants du personnel qui venaient tout juste de commencer. Ces hypothèses reflétaient notre meilleure estimation à ce moment précis, compte tenu du nombre de suppression de postes prévus à cette date et de la répartition prévue entre les quatre catégories suivantes : retraite, licenciement, FNE et départ volontaire. Sur ces bases, la provision, ramenée à l'individu, était tout à fait comparable aux informations que nous avons pu obtenir par ailleurs sur des PSE comparables.

Les mesures mises en place suite aux négociations avec le CCE, la répartition définitive des départs (retraite, licenciement, FNE, départs volontaires), la réduction du nombre de postes supprimés du fait de la signature de l'accord sur les 35 heures et des besoins de la production ainsi que les démissions intervenues entre l'annonce du P.S.E. et le début de négociations sur le Livre III, ont permis de réduire sensiblement les « licenciements secs » et, par voie de conséquence, le coût du plan social par rapport aux prévisions. Ceci explique une grande partie des éléments non récurrents enregistrés sur le premier semestre.

La réduction du nombre de suppressions de postes, associée au retour aux 35 heures hebdomadaires, permet de faire face aux besoins de la production tels que prévus dans le plan d'affaires et ne remet pas en cause, de manière significative, les réductions de coûts prévues dans le plan d'affaires.

Durant la phase de négociation avec les représentants du personnel, nous avons connu des perturbations dans la production avec, notamment, une grève avec occupation de l'usine qui a empêché la production et les expéditions pendant plusieurs jours pour un montant estimé de 2, 5 millions d'euros de chiffre d'affaires. Ces perturbations ont eu un impact sur l'activité à fin septembre qui sera intégralement rattrapé dans le courant du troisième trimestre de l'exercice.

#### **REORGANISATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE**

La revue de nos relations avec l'ensemble des partenaires de la société s'est poursuivie durant le premier semestre de l'exercice.

Ceci s'est traduit par la réduction du nombre de nos points de vente, notamment dans certains pays d'Europe et par une revue détaillée des performances de nos distributeurs afin d'évaluer leur capacité à contribuer au développement de l'activité, l'objectif étant d'avoir l'assurance de disposer du réseau de distribution le mieux adapté à notre stratégie.

La même opération a été engagée avec l'ensemble de nos fournisseurs de manière à optimiser les coûts tout en maintenant nos standards de qualité qui font la force de nos produits. Cette action se poursuivra tout au long de l'exercice.

#### **REORGANISATION DE L'OFFRE PRODUITS**

Parallèlement à la revue de nos partenaires, l'offre Produits a été revisitée de manière à réduire le nombre de références par la suppression des références ne permettant pas d'envisager une rentabilité significative à moyen terme tout en maintenant un certain renouvellement de la gamme. L'offre Produits en terme de nombre de références a ainsi été réduite de 18% par rapport à septembre 2005.

De même, la revue de la structure de nos gammes de produits a été poursuivie et doit nous permettre d'avoir, une fois achevée, des gammes de produits bien définies et répondant aux attentes des marchés.

Le lancement de nouveaux produits a été limité et, en ce qui concerne les séries limitées, leur lancement est prévu sur le second semestre de l'exercice (Versailles, James Bond, Nocturne).

### **1.1.2. CHIFFRE D'AFFAIRES**

La synthèse du chiffre d'affaires du premier semestre se présente ainsi :

<b>en millions d'euros</b>	<b>30/09/06</b>	<b>30/09/05</b>	<b>Variation %</b>
Chiffre d'affaires Produits	30,4	35,1	-13,2%
Redevances	2,8	2,2	26,0%
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>33,3</b>	<b>37,3</b>	<b>-10,8%</b>

Analyse du chiffre d'affaires par activités

<i>Millions d'Euros</i>	30 septembre	30 septembre	Variation en %
	2006	2005	Taux change courant
Briquets & Stylos	16,2	19,1	- 15,3
Mode & Maroquinerie,	11,3	12,5	- 9,0
Autres	2,9	3,5	- 16,5
<b>Chiffre d'affaires Produits</b>	<b>30,4</b>	<b>35,1</b>	<b>- 13,2</b>
Revenus de Licences	2,8	2,2	+ 26,0
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>33,3</b>	<b>37,3</b>	<b>- 10,8</b>

Le recul du chiffre d'affaires produits, en excluant l'impact du mouvement social de fin septembre, est en ligne avec le plan d'affaires. Ainsi qu'indiqué précédemment, le retard de C.A. généré par la grève, sera rattrapé sur le trimestre en cours. Dans ces conditions, nous pouvons raisonnablement escompter être légèrement au-dessus du budget prévu pour l'ensemble de l'exercice.

Les redevances sont supérieures de 26,0% à l'année dernière du fait de la renégociation de certains contrats de Licence intervenues sur la fin de l'exercice précédent.

L'impact de la dégradation de l'euro vis-à-vis des monnaies asiatiques est défavorable à S.T. Dupont. Celui-ci impacte le chiffre d'affaires y compris redevances pour un montant de 0,7 million d'euros, soit -1,7 point de chiffre d'affaires.

Pour le premier semestre de l'exercice 2006-2007, l'analyse du chiffre d'affaires fait apparaître les tendances suivantes :

- Stabilité du chiffre d'affaires en Asie hors effets de change, mais baisse importante sur les autres marchés ;
- Baisse importante de toutes les lignes d'activité en l'absence de lancements sur le premier semestre de l'exercice dans la mesure où les lancements importants vont intervenir sur le deuxième semestre avec les lignes Casino Royale, Nocturne et Versailles qui se déclineront en Briquets et Instruments à écrire.
- Croissance des redevances sur le semestre du fait des renégociations d'accords de licences intervenus sur la fin de l'exercice précédent.
- Croissance de 0,4 million d'euros de l'activité fabrication pour compte de tiers.
- Progression des ventes Retail qui s'élèvent à 20,9% du total des ventes contre 18,5% pour la même période de l'exercice précédent.
- Le premier semestre confirme la tendance anticipée dans le budget selon laquelle le marché du briquet continue à décroître mais moins rapidement que prévu alors que les instruments à écrire et la maroquinerie sont plus difficiles. Il convient néanmoins de relativiser ces évolutions compte tenu des problèmes de production et de livraison constatés sur la fin du semestre.

### 1.1.3. **MARGE BRUTE**

Le taux de marge brute est en augmentation significative par rapport au premier semestre de l'exercice précédent (+3,8 points), ce qui a permis de compenser la quasi-totalité de la baisse du chiffre d'affaires.

Cette amélioration du taux de marge correspond à la première étape du plan d'affaires et intègre les améliorations de coûts liés à la recherche de fournisseurs de composants ou de produits de négoce à prix inférieurs. De même les travaux sur l'analyse de la valeur réalisés depuis septembre 2005 à l'usine de Faverges ont contribué à cette amélioration du taux de marge. A ceci, il convient d'ajouter l'impact de la progression des revenus des licences qui contribue pour 1,7 point à l'amélioration de la marge brute.

La marge brute à fin septembre n'incorpore que très peu d'éléments liés à la baisse des effectifs de l'usine, à l'exception de l'impact des démissions intervenues durant la période. Cet impact sera plus significatif sur la marge du second semestre.

### 1.1.4. **RESULTAT OPERATIONNEL (avant éléments non récurrents)**

Le résultat opérationnel avant éléments non récurrents ressort à -2.4 millions d'euros contre -5,1 millions d'euros au 30 septembre 2005.

Nonobstant la baisse de la marge brute en valeur, l'amélioration de ce résultat est à mettre au crédit de la réduction des frais de fonctionnement qui a été engagée depuis plusieurs mois et qui a permis de les réduire de 3.2 millions d'euros (soit -15.3%) sur le semestre.

Tous les postes de frais (communication, commercial et administratif) ont contribué à cette amélioration.

Cette maîtrise des frais de fonctionnement contribue de manière significative à l'atteinte de l'objectif affiché dans le plan d'affaires de retour à l'équilibre d'exploitation en 2007/2008

#### **1.1.5. ELEMENTS NON RECURRENTS**

L'exercice précédent avait subi la prise en compte de l'impact des tests de valeur sur les actifs qui s'était traduit par une dépréciation exceptionnelle de 22,5 millions d'euros sur le premier semestre.

Dans la mesure où l'activité est toujours en recul et malgré les baisses de coûts intervenues, les éléments permettant de considérer que la valeur des actifs s'est appréciée ne sont pas encore réunis au 30 septembre 2006. La revalorisation des actifs est notamment conditionnée par la reprise durable du chiffre d'affaires et le retour à une rentabilité structurelle (hors éléments non récurrents) qui ne sont pas encore intervenus.

Sur l'exercice, les éléments non récurrents se composent principalement de l'impact positif de la reprise de provision pour charges liée à la mise en œuvre du plan social dont le coût est inférieur à ce qui était initialement prévu, du fait de la baisse du nombre de suppressions de postes et de la répartition des départs (retraite, licenciement, FNE, départs volontaires). Cet impact positif d'un montant de 8.3 millions d'euros a été partiellement compensé par la constitution de provisions pour risques enregistrées dans le cadre de la réorganisation des activités du Groupe prévue dans le plan d'affaires s'élevant à 2.4 millions d'euros.

En effet net, les éléments non récurrents s'élèvent ainsi à 5,0 millions d'euros contre -23,9 millions d'euros au 30 septembre 2005.

#### **1.1.6. RESULTAT FINANCIER**

Compte tenu de l'augmentation de capital réalisée fin juin 2006, le résultat financier s'est sensiblement amélioré sur le premier semestre de l'exercice et ressort à -0,8 million d'euros contre -1,4 millions d'euros pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation de capital a non seulement permis de supprimer le recours aux découverts bancaires mais a également permis d'assurer des revenus financiers au travers de placements à court terme.

La principale composante de la charge financière est le coût de l'emprunt OCEANE.

#### **1.1.7. MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT et SITUATION DE LA TRESORERIE**

La marge brute d'autofinancement ressort à -3.3 millions d'euros, au même niveau qu'au premier semestre 2005. Cette stabilité comparée à la variation du résultat s'explique par l'impact des éléments non monétaires sur le résultat (amortissements, provisions).

Néanmoins, au travers de la poursuite de l'amélioration de la gestion du besoin en fonds de roulement, les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ressortent à -0.7 million d'euros à comparer aux -4.7 millions d'euros de la même période de l'exercice précédent.

La politique d'investissement a été maintenue à un niveau relativement prudent avec un montant d'investissements de 0,8 millions d'euros à fin septembre contre 2,0 millions d'euros pour le premier semestre de l'exercice précédent.

Suite à l'augmentation de capital, la trésorerie (hors découverts) est positive de 36.7 millions d'euros contre 11.9 million d'euros au 30 septembre 2005.

#### **1.1.8. RESULTAT NET**

Le résultat net ressort à +1.2 millions d'euros contre -31.5 millions d'euros au 30 septembre 2005 du fait, notamment, des éléments non récurrents.

Néanmoins, l'amélioration significative des composantes de l'exploitation constatée sur le semestre nous rendent confiants dans l'atteinte de l'objectif du plan d'affaires qui anticipait un retour à l'équilibre d'exploitation sur l'exercice 2007-2008.

1.2. Comptes semestriels consolidés

1.2.1. Compte de résultats

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
Chiffre d'affaires net « produits »		30 438	77 780	35 064
Autres produits des activités ordinaires		2 814	6 032	2 234
Produits des activités ordinaires		<b>33 252</b>	<b>83 812</b>	<b>37 298</b>
Coûts des ventes		(17 928)	(47 907)	(21 521)
<b>Marge brute</b>		<b>15 324</b>	<b>35 905</b>	<b>15 777</b>
Frais de communication		(1 413)	(5 284)	(2 650)
Frais commerciaux		(7 325)	(17 765)	(8 820)
Frais généraux et administratifs		(8 950)	(18 944)	(9 447)
Autres produits et charges	1.3.2.1.19	4 762	(18 982)	(1 381)
<b>Résultat opérationnel avant pertes de valeur</b>		<b>2 397</b>	<b>(25 070)</b>	<b>(6 521)</b>
Pertes de valeur sur actifs (IAS 36)	1.3.2.1.18	220	(22 534)	(22 516)
<b>Charges opérationnelles</b>		<b>(12 707)</b>	<b>(83 509)</b>	<b>(44 814)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>2 618</b>	<b>(47 604)</b>	<b>(29 037)</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1.3.2.1.20	422	381	165
Coût de l'endettement financier brut		(1 074)	(2 260)	(1 079)
Coût de l'endettement financier net	1.3.2.1.20	<b>(652)</b>	<b>(1 879)</b>	<b>(914)</b>
Autres produits et charges financiers	1.3.2.1.20	(170)	(620)	(478)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		<b>(347)</b>	<b>(132)</b>	<b>(256)</b>
<b>Résultat avant Impôt</b>		<b>1 449</b>	<b>(50 235)</b>	<b>(30 685)</b>
Charges d'impôt sur le résultat		(248)	(1 285)	(782)
<b>Résultat net</b>		<b>1 201</b>	<b>(51 520)</b>	<b>(31 467)</b>
<b>Résultat net – part du Groupe</b>		<b>1 201</b>	<b>(51 520)</b>	<b>(31 467)</b>
<b>Résultat net – intérêts minoritaires</b>		-	-	-
Résultat net par action (en euros)		0,00	(8,27)	(5,05)
Résultat net dilué par action (en euros)		0,01	(8,27)	(5,05)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

## 1.2.2. Bilan actif et passif

### ACTIF

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
<b>Actif non courant</b>				
Ecarts d'acquisition	1.3.2.1.3	3 179	3 325	3 417
Immobilisations incorporelles (nettes)	1.3.2.1.4	197	0	0
Immobilisations corporelles (nettes)	1.3.2.1.5	1 018	633	549
Actifs financiers		1 488	1 575	1 642
Participations dans les entreprises associées	1.3.2.1.6	289	636	513
Impôts différés		238	257	248
<b>Total de l'actif non courant</b>		<b>6 409</b>	<b>6 426</b>	<b>6 369</b>
<b>Actif courant</b>				
Stocks et en-cours	1.3.2.1.7	21 278	21 608	31 165
Créances clients	1.3.2.1.8	10 661	13 962	15 148
Autres créances	1.3.2.1.9	3 762	4 335	3 797
Impôts courants		1 059	898	833
Actifs financiers	1.3.2.1.10	0	4	10
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.3.2.1.11	36 715	19 496	11 942
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>73 475</b>	<b>60 303</b>	<b>62 895</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>79 884</b>	<b>66 729</b>	<b>69 264</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

**PASSIF**

(En milliers d'euros)

	Notes	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>				
Capital	1.3.2.1.12	21 231	9 963	9 963
Prime d'émission, de fusion et d'apport		953	1 250	1 665
Actions propres		-1	-24	-57
Composante capital des emprunts convertibles		1 904	1 943	1 951
Juste valeur des instruments de couverture		0	9	-216
Réserves consolidées		-3 986	17 269	17 269
Réserves de conversion		-566	-151	86
<b>Résultat net- part du Groupe</b>		<b>1 201</b>	<b>-51 520</b>	<b>-31 467</b>
<b>Total capitaux propres - part du groupe</b>		<b>20 736</b>	<b>-21 261</b>	<b>-806</b>
<b>Total capitaux propres - part des minoritaires</b>				
<b>Dettes non courantes</b>				
Emprunts obligataires convertibles	1.3.2.1.14	20 573	20 754	20 609
Emprunts et dettes financières	1.3.2.1.15	38	7 040	43
Emprunts sur location financement (à plus d'un an)	1.3.2.1.15	248	301	368
Instruments financiers (à plus d'un an)				184
Impôts différés		15	29	29
Provisions pour engagements de retraite et autres avantages	1.3.2.1.13	6 334	5 826	7 040
<b>Total des dettes non courantes</b>		<b>27 208</b>	<b>33 950</b>	<b>28 273</b>
<b>Dettes courantes</b>				
Fournisseurs	1.3.2.1.16	6 087	4 971	6 637
Autres dettes	1.3.2.1.17	8 964	11 191	10 205
Impôts courants		467	413	26
Provisions pour risques et charges	1.3.2.1.13	13 010	19 464	4 336
Emprunts obligataires convertibles (à moins d'1 an)	1.3.2.1.14	772	1 575	785
Emprunts et dettes financières	1.3.2.1.15	2 388	16 141	19 353
Emprunts sur location financement (moins d'1 an)	1.3.2.1.15	252	285	289
Instruments financiers (à moins d'1 an)		0	0	166
<b>Total des dettes courantes</b>		<b>31 940</b>	<b>54 040</b>	<b>41 797</b>
<b>Total du Passif</b>		<b>79 884</b>	<b>66 729</b>	<b>69 264</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

### 1.2.3. Tableau des flux de trésorerie

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
<b>I - Activités Opérationnelles</b>			
Résultat net avant impôt	1 201	(51 520)	(31 467)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	525	25 339	25 096
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	(9)	36	(189)
Charges (produits) liés aux stock-options	0	204	357
Variation des provisions	(5 914)	14 399	446
Charge nette d'intérêts	807	2 499	1 348
Plus ou moins-values de cession	(477)	961	49
Charge (produit) d'impôt	248	1 285	782
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes versés	347	132	255
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>(3 272)</b>	<b>(6 665)</b>	<b>(3 323)</b>
Variation des stocks et en-cours	2	8 221	(1 225)
Variation des clients et comptes rattachés	3 126	5 557	4 552
Variation des autres créances	553	(428)	413
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 153	(6 552)	(4 910)
Variation des autres dettes	(2 024)	90	(843)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>2 810</b>	<b>6 888</b>	<b>(2 013)</b>
Intérêts payés	(295)	(526)	(416)
Intérêts encaissés	415	386	169
Impôts sur les résultats payés	(356)	658	863
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>(698)</b>	<b>741</b>	<b>(4 720)</b>
<b>II - Activités d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles (hors dépenses de développement)	(13)	(512)	(215)
Dépenses de développement	(191)	(598)	(397)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(598)	(2 284)	(1 281)
Acquisitions d'autres immobilisations financières	(5)	(202)	(64)
<b>Besoin de trésorerie (investissements)</b>	<b>(807)</b>	<b>(3 596)</b>	<b>(1 957)</b>
Cessions d'immobilisations incorporelles	0		
Cessions d'immobilisations corporelles	0	110	27
Cessions d'autres immobilisations financières	29	177	125
<b>Désinvestissements</b>	<b>29</b>	<b>287</b>	<b>152</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(778)</b>	<b>(3 309)</b>	<b>(1 805)</b>
<b>III - Activités de financement</b>			
Augmentation de capital	41 210		8
Diminution de capital	(14)	204	
Rachat d'actions propres	23	21	(12)
Émissions d'emprunts et dettes financières	331	1 259	976
C/C actionnaires	(7 000)	7 000	
Remboursement d'emprunts et dettes financières	(14 335)	(385)	(244)
Intérêts payés	(1 074)	(2 260)	(1 079)
Autres flux liés aux opérations de financement	(596)	2 272	4 863
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>18 545</b>	<b>8 111</b>	<b>4 512</b>
Effets de la variation des cours de change sur la trésorerie	150	199	201
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>17 219</b>	<b>5 742</b>	<b>(1 812)</b>
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	19 496	13 754	13 754
Trésorerie à la clôture de l'exercice	36 715	19 496	11 942
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>17 219</b>	<b>5 742</b>	<b>(1 812)</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

1.2.4. **Tableau de variation des capitaux propres consolidés**

(En milliers d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Actions propres	Compo- sante capitaux propres de l'emprunt obliga- taire	Part efficace des instru- ments de couver- ture de flux futurs	Réserves conso- lidées	Réserve de conver- sion	Capitaux propres consolidés
<b>Au 30/09/2005</b>	<b>6 226 724</b>	<b>9 963</b>	<b>1 665</b>	<b>(57)</b>	<b>1 951</b>	<b>(216)</b>	<b>(14 198)</b>	<b>86</b>	<b>(806)</b>
Conversion d'obligations									0
Résultat de la période							(20 053)		(20 053)
Réserve de conversion								(237)	(237)
Plans de stocks options			(153)						(153)
Auto-contrôle				33					33
Instruments financiers					(8)	225			217
Frais de Recapitalisation			(262)						(262)
<b>Au 31/03/2006</b>	<b>6 226 724</b>	<b>9 963</b>	<b>1 250</b>	<b>(24)</b>	<b>1 943</b>	<b>9</b>	<b>(34 251)</b>	<b>(151)</b>	<b>(21 261)</b>
Conversion d'obligations	395 581	19	429						448
Résultat de la période							1 201		1 201
Réserve de conversion								(415)	(415)
Plans de stocks options									0
Auto-contrôle				23					23
Instruments financiers			25		(39)	(9)			(23)
Frais de Recapitalisation			(1 038)						(1 038)
Augmentation de capital	418 000 000	11 249	287				30 265		41 801
<b>Au 30/09/2006</b>	<b>424 622 305</b>	<b>21 231</b>	<b>953</b>	<b>(1)</b>	<b>1 904</b>	<b>0</b>	<b>(2 785)</b>	<b>(566)</b>	<b>20 736</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

### **1.3. Notes annexes aux comptes consolidés**

Les montants figurant dans les notes ci-après sont exprimés en milliers d'euros.

Le Groupe S.T.Dupont fabrique ou fait fabriquer des articles de luxe, et distribue ses produits dans le monde entier. La maison-mère ultime du Groupe est la société BroadGain Investments Ltd. Celle-ci est basée à Hong-Kong et est elle-même détenue par un trust dont les bénéficiaires sont, entre autres, Monsieur Dickson Poon et des membres de sa famille.

La société S.T.Dupont est cotée sur le second marché d'Euronext Paris S.A.

Le Directoire a arrêté les comptes au 30 septembre 2006 le 12 décembre 2006

#### **1.3.1. Principes comptables**

##### **1.3.1.1. Base de préparation des états financiers**

Les états financiers consolidés semestriels résumés du Groupe S.T.Dupont au 30 septembre 2006 sont établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 31 mars 2006.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31 mars 2006.

En ce qui concerne l'amendement d'IAS 19 applicable aux exercices ouverts à compter du 1/01/06, le Groupe continue d'appliquer la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels.

##### **1.3.1.2. Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés regroupent les comptes de S.T.Dupont S.A., les filiales dans lesquelles S.T.Dupont S.A. exerce un contrôle et les entreprises associées sur lesquelles S.T.Dupont S.A. exerce une influence notable.

Les filiales sont consolidées à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé ; le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession. Les comptes des sociétés contrôlées sont consolidés par la méthode de l'intégration globale ; lors d'une acquisition, les actifs et les passifs de la filiale acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition ; l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets identifiables acquis est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé au compte de résultat.

Les comptes des entreprises associées sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Le périmètre de consolidation figure au paragraphe 1.3.1.25.

##### **1.3.1.3. Éliminations de consolidation**

Lors de l'établissement des comptes consolidés, les transactions, les soldes et les résultats d'opérations intragroupe sont éliminés. Dans le cas de l'intégration globale, les créances et les dettes réciproques ainsi que les produits et les charges réciproques sont éliminés dans leur totalité. Ces éliminations concernent de plus les résultats de cession intragroupe ainsi que l'annulation des provisions pour dépréciation de titres consolidés ou sur prêts aux filiales consolidées.

##### **1.3.1.4. Conversion des états financiers**

La conversion des états financiers des sociétés établis en devises étrangères est effectuée d'après les principes suivants :

- au cours de clôture pour les comptes de bilan ;
- au cours moyen de la période pour les postes du compte de résultat.

Le cours moyen est la moyenne des cours de clôture mensuels, pondérée par les chiffres d'affaires mensuels. L'écart de conversion, résultant d'une part de l'impact de la variation du taux de change entre l'ouverture et la clôture et, d'autre part, de l'utilisation de taux différents pour le compte de résultat et le bilan, est comptabilisé en tant que composante distincte des capitaux propres consolidés dans le poste « réserve de conversion ».

Les taux de conversion retenus sont les suivants:

	Taux de clôture 30/09/06	Taux de clôture 31/03/06	Taux moyen 2006-2007
1 franc suisse	0,63095	0,6339267	0,6366370
1 yen	0,0066761	0,0070068	0,0068280
1 livre sterling	1,477618	1,4367451	1,4616770
1 dollar US	0,7890419	0,8222081	0,7896808
1 dollar de Hong Kong	0,1012761	0,1059547	0,1011208
1 nouveau dollar de Taiwan	0,0236581	0,0251642	0,0239383
1 dollar de Singapour	0,4969617	0,5084764	0,4971459
1 ringgit de Malaisie	0,2228226	0,2228226	0,2147152

### 1.3.1.5. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers comptabilisés à la date de clôture du bilan incluent la caisse, les soldes bancaires, les placements, les créances, les dettes fournisseurs et les emprunts. Les méthodes spécifiques de comptabilisation retenues sont décrites dans la présentation des méthodes concernant chaque élément.

Compte tenu de l'état des relations avec ses partenaires bancaires, le Groupe n'est plus en mesure d'utiliser des instruments financiers dérivés pour se prémunir de son exposition aux risques de variation des cours de change et des taux d'intérêt.

### 1.3.1.6. Immobilisations incorporelles

Ce sont les actifs non monétaires identifiables, sans substance physique, qui sont détenus par le Groupe S.T. Dupont et destinés à la production ou à la fourniture de biens ou services, dont la durée d'utilisation prévue est supérieure à un exercice.

Le coût d'entrée des éléments incorporels répondant aux critères d'immobilisations correspond à leur prix d'achat, augmenté de tous les coûts directs engagés pour permettre à ces éléments de fonctionner selon leur objet.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité déterminée selon leur cycle ou leurs conditions d'exploitation :

Immobilisations incorporelles	Durée
Droit au bail	durée du bail
Moules et empreintes	3 ans
Frais de collection	6 mois
Logiciels	De 1 à 3 ans (si standard), de 5 à 10 ans (si spécifiques, ERP)

### 1.3.1.7. Écarts d'acquisition (Goodwill)

La différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés nouvellement consolidées et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de la filiale est, après analyse, répartie entre :

- les écarts d'acquisition positifs ou négatifs afférents à certains éléments identifiables ;
- l'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis.

Ils donnent lieu à des tests de dépréciation, dès lors qu'apparaissent des indices de perte de valeur de leur entité économique de rattachement et, qu'il y ait un indice de perte de valeur ou non, au moins une fois par an.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie aux fins de réalisation de tests de dépréciation, les pertes de valeur des écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

### 1.3.1.8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique, le Groupe n'ayant pas opté pour la réévaluation des immobilisations prévue par le référentiel IFRS.

Les immobilisations sont amorties linéairement en fonction de leur durée probable d'utilité économique. Les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture. La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

	<b>Durée</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	
Constructions	20 - 25 ans
Agencements, aménagements, installations liées à des constructions	20 - 25 ans
Mobilier	3 - 10 ans
Matériel et outillage	3 - 8 ans
Agencements, aménagements, installations	5 - 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Matériel micro-informatique	3 ans

Les immobilisations en cours sont classées par type d'immobilisations.

### 1.3.1.9. Contrats de location

Les contrats de location sont considérés comme des contrats de location-financement dès lors qu'ils ont en substance pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques attachés à l'usage du bien loué, indépendamment de la propriété.

Les autres contrats sont classés en location simple.

### 1.3.1.10. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de leur constatation.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif du bilan lorsqu'ils satisfont l'ensemble des critères de la norme IAS 38 à savoir :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- l'intention et la capacité de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet, sont démontrées,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme et pour l'utiliser ou le vendre sont disponibles,
- le Groupe peut démontrer que le projet générera des avantages économiques futurs probables, comme l'existence d'un marché potentiel pour la production issue de ce projet, ou son utilité en interne est démontrée.

### 1.3.1.11. Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition (ou de production) et de leur valeur nette de réalisation.

Le coût d'acquisition ou de production est déterminé selon la méthode du coût standard avec incorporation des écarts entre coût standard et coût réel selon la méthode « premier entré - premier sorti ».

L'incorporation des écarts est fondée sur la capacité normale de production de l'entreprise.

Les stocks et en-cours sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur nette de réalisation à la clôture de l'exercice, laquelle représente le prix de vente estimé déduction faite des frais de vente.

#### **1.3.1.12. Créances clients et comptes rattachés**

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée par client lorsque la valeur d'inventaire des créances, basée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à leur valeur comptabilisée. Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en frais commerciaux.

#### **1.3.1.13. Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La trésorerie et équivalent de trésorerie correspond aux liquidités, aux dépôts à court terme et aux placements financiers. Les découverts bancaires, les crédits spots et les lignes de trésorerie sont classés dans les emprunts et dettes financières courants.

Les placements financiers enregistrés en équivalent de trésorerie répondent aux critères de l'IAS 7 et sont évalués à leur juste valeur avec variations de juste valeur en compte de résultat à la date de clôture.

#### **1.3.1.14. Engagements de retraite et autres engagements postérieurs à l'emploi**

S.T.Dupont S.A. et ses filiales participent selon les lois et usages de chaque pays à la constitution des retraites de son personnel. Les salariés du groupe bénéficient dans certains pays de compléments de retraite qui sont versés sous forme de rente ou de capital au moment du départ à la retraite. Les principaux pays concernés sont la France, l'Allemagne, la Suisse et le Japon.

Les avantages offerts aux salariés du groupe relèvent soit de régimes à cotisations définies, soit de régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'entreprise de tout engagement futur vis à vis des salariés. De ce fait, seules les cotisations payées ou dues au titre de l'année figurent dans les comptes du Groupe. Les régimes à prestations définies se caractérisent par un montant de prestations à verser au salarié au moment de son départ à la retraite qui dépend en général d'un ou plusieurs facteurs tels que l'âge, le nombre d'années de service et le salaire.

Les régimes à prestations définies sont évalués par des actuaires indépendants chaque année sur la base de la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, le coût de ces régimes est pris en charge dans le compte de résultat afin de répartir le coût régulièrement sur la carrière des employés. La valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée. Lorsqu'il n'existe pas de marché représentatif pour les emprunts privés, les taux de référence sont fondés sur le rendement des obligations d'État. Les gains et pertes actuariels, découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles, et dépassant 10 % de la valeur des actifs du régime ou, si le montant est supérieur, 10 % de la valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies, sont comptabilisés en résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des salariés concernés.

Les contributions du Groupe aux régimes à contributions définies sont prises en charge dans le compte de résultat pendant l'exercice auquel les contributions sont rattachables.

Le Groupe a un régime de couverture de santé pour les employés de S.T.Dupont S.A. qui sont partis en retraite avant le 1er janvier 2001. La valeur actuelle des coûts futurs estimés est intégralement provisionnée. L'évaluation de cet engagement est faite par un actuaire indépendant.

#### **1.3.1.15. Autres provisions**

Les provisions pour risques et charges comptabilisées à l'arrêté des comptes sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisé quant à leur objet et pour lesquels il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

En outre, le Groupe constate le passif estimé sur tous les produits encore sous garantie à la date du bilan. Cette provision est déterminée sur la base des taux de retour historique.

Enfin, une provision est constatée pour le passif estimé au titre des congés payés annuels, des congés basés sur l'ancienneté, ainsi que la réduction du temps de travail, résultant des services rendus par les employés jusqu'à la date du bilan.

Une provision pour restructuration est comptabilisée dès lors que le Groupe a une obligation vis à vis de tiers ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Cette provision est destinée à couvrir l'ensemble des coûts estimés des restructurations dans l'ensemble des sociétés du Groupe (indemnités de licenciements, préretraites, préavis non effectués, coûts de formation des personnes devant partir) ainsi que les coûts de fermeture de boutiques, etc.

#### **1.3.1.16. Emprunts obligataires convertibles**

Suivant la norme IAS 32, les obligations convertibles en actions sont des instruments financiers composés s'analysant en une composante dette et une composante capitaux propres. A la date de l'émission, la juste valeur de la composante dette est déterminée par application du taux d'intérêt prévalant sur le marché pour les emprunts non convertibles similaires.

La différence entre les produits de l'émission des obligations convertibles et la juste valeur attribuée à la composante dette, qui représente l'option incorporée de conversion du passif en capitaux propres du Groupe, est enregistrée dans les capitaux propres.

La composante dette est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **1.3.1.17. Constatation des produits**

Le chiffre d'affaires net représente les ventes livrées du portefeuille de marques du Groupe qui est constitué par les produits fabriqués, de négoce et les accessoires s'y rattachant. Les ventes sont constatées dès lors que les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ont été transférés au client.

Les rabais, remises, ristournes et escomptes de règlement sont classés en diminution du chiffre d'affaires.

Les redevances de licences sont comptabilisées sur la base de la dernière déclaration des ventes réelles et calculées conformément aux conditions des contrats auxquels elles se rapportent.

Les autres produits des activités ordinaires contiennent exclusivement les redevances.

#### **1.3.1.18. Impôts sur les résultats**

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et l'impôt différé de l'exercice des différentes sociétés intégrées. Les impôts différés sont calculés sur l'ensemble des différences temporaires existant à la clôture de l'exercice en tenant compte du taux d'impôt en vigueur à cette même date ou du taux connu pour les exercices à venir.

Les impositions différées antérieures, si elles subsistent, sont corrigées du dernier taux d'imposition connu (méthode du report variable). Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que si leur recouvrement est probable. Les impôts différés passifs n'ont pas été déterminés pour les retenues à la source et autres impôts qui seraient dus sur les réserves (non distribuées) de certaines filiales dans la mesure où de telles sommes sont réinvesties en permanence.

#### **1.3.1.19. Résultat par action**

En accord avec la norme IAS 33, le résultat par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions moyen pondéré en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé comme décrit ci-dessus, en tenant compte de l'impact maximal de la conversion de toutes les obligations convertibles et de la levée des options si la réalisation paraît probable compte tenu du cours de l'action par rapport au cours d'attribution de souscription. Ce calcul est effectué en tenant compte de l'annulation des frais financiers et de la dépréciation de la prime de remboursement et de l'effet d'impôt correspondant. Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires aurait pour effet de réduire le résultat par action ou d'augmenter la perte par action des activités ordinaires poursuivies.

#### **1.3.1.20. Dépréciations d'actifs (pertes de valeur)**

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe est amené à tester la valeur recouvrable de ses actifs corporels et incorporels, dès lors qu'apparaissent des indices de pertes ou de reprise de valeur les affectant et, qu'il y ait un indice de perte de valeur ou non, de tester annuellement la valeur recouvrable de l'écart d'acquisition, de toute immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée et de toute immobilisation incorporelle qui n'est pas encore mise en service. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

Une dépréciation, ou une reprise, est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif, dès lors qu'apparaissent des indices de perte ou de reprise de valeur les affectant, sans qu'il soit possible de compenser ces dépréciations par les excédents de valeur recouvrable par rapport aux capitaux engagés pouvant exister sur d'autres UGT.

Les UGT pertinentes s'identifient aux entités juridiques du Groupe qui couvrent une zone géographique déterminée, dont les caractéristiques sont homogènes.

#### **1.3.1.21. Information sectorielle**

La norme IAS 14 conduit à subdiviser l'entreprise en sous-ensembles différenciables selon leur rentabilité et selon les risques économiques auxquels ils sont exposés. Dans cette optique, le Groupe a retenu, pour les comptes semestriels, un niveau d'analyse par zone géographique regroupant les entités juridiques des pays à partir desquels sont distribués les produits du Groupe.

#### **1.3.1.22. Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau de financement est présenté selon la méthode indirecte qui consiste à rapprocher le résultat net à la variation de trésorerie résultant de l'exploitation, de l'investissement et du financement.

La trésorerie est définie comme la somme des comptes de caisses, des dépôts à vue dans les banques et des valeurs mobilières de placement (à l'exception des actions auto détenues).

### 1.3.1.23. Stock-options

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS2 "paiement en actions" la valeur des options accordées calculée à la date d'attribution des options est comptabilisée en charges sur la période d'acquisition des droits, généralement 5 ans.

La juste valeur des stock-options est déterminée sur la base du modèle binomial. Ce dernier prend en compte les caractéristiques du plan tels que prix d'exercice et période d'exercice, les données de marché lors de l'attribution tels que taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus et une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 pour lesquels les droits permettant l'exercice des options restent à acquérir au 1er janvier 2005, sont comptabilisés selon la norme IFRS 2.

### 1.3.1.24. Capital

Les actions d'auto contrôle acquises dans le cadre réglementaire de la régularisation des cours boursiers sont présentés en diminution des capitaux propres

### 1.3.1.25. Périmètre de consolidation

	Pourcentage d'intérêt			Méthode		
	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005	30/09/2005	31/03/2006	30/09/2005
S.T.Dupont S.A. (France)	-	-	-	Société mère		
S.T.Dupont S.p.A. (Italie)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont S.A. (Suisse)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Japan K.K. (Japon)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Ltd (Royaume-Uni)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Deutschland GmbH (Allemagne)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Benelux (Belgique)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Finance (France)	100	100	100	IG	IG	IG
Orfarlabo (Espagne)	33,33	33,33	33,33	MEE	MEE	MEE
S.T.Dupont, Inc. (Etats-Unis)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Marketing Ltd (Hong Kong)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Investment Pte Ltd (Singapour - succursale à Taïwan)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Marketing Shanghai Ltd (Chine)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont Export Ltd (Hong Kong)	25	25	25	MEE	MEE	MEE
S.T.Dupont Distribution Pte Ltd (Singapour)	100	100	100	IG	IG	IG
S.T.Dupont (Malaisie) Sdn Bhd	100	100	100	IG	IG	IG

IG : intégration globale - MEE : mise en équivalence

### 1.3.2. Information sectorielle

#### 1.3.2.1. Information 1er secteur : par zone géographique

##### 1.3.2.1.1. Compte de résultat

Au 30 septembre 2006

(En milliers d'euros)	Europe	Asie	Autres	Intra-secteurs	GROUPE
Chiffre d'affaires « produits »	18 099	12 339	0		30 438
Intra-secteurs	5 816	0		(5 816)	0
<b>Chiffre d'affaires net produits</b>	<b>23 915</b>	<b>12 339</b>	<b>0</b>	<b>(5 816)</b>	<b>30 438</b>
Autres produits des activités ordinaires	2 023	791			2 814
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>25 938</b>	<b>13 130</b>	<b>0</b>	<b>(5 816)</b>	<b>33 252</b>
Coûts des ventes	(16 612)	(7 132)		5 816	(17 928)
<b>Marge brute</b>	<b>9 326</b>	<b>5 998</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 324</b>
Frais de communication	(1 148)	(266)	0	0	(1 413)
Frais commerciaux	(3 592)	(3 733)	0	0	(7 325)
Frais généraux et administratifs	(7 913)	(1 037)	0	0	(8 950)
Autres produits et charges d'exploitation	4 894	(141)	9	0	4 761
<b>Résultat opérationnel avant pertes de valeur</b>	<b>1 567</b>	<b>822</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>2 398</b>
Pertes de valeur sur actifs (IAS 36)	220	0	0	0	220
Charges opérationnelles	(7 539)	(5 177)	9	0	(12 707)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 787</b>	<b>822</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>2 618</b>
Coût de l'endettement financier net	(769)	117	0	0	(652)
Autres produits et charges financiers	(116)	(54)	0	0	(170)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(347)	0	0	0	(347)
<b>Résultat avant Impôt</b>	<b>555</b>	<b>885</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>1 449</b>
Impôts sur les résultats	(64)	(184)	0	0	(248)
<b>Résultat net avant sociétés arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>492</b>	<b>701</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>1 201</b>
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>492</b>	<b>701</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>1 201</b>
<b>Résultat net – part du Groupe</b>	<b>492</b>	<b>701</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>1 201</b>
<b>Résultat net – intérêts minoritaires</b>					<b>0</b>

Au 31 mars 2006

(En milliers d'euros)	Europe	Asie	Autres	Intra-secteurs	GRUPE
Chiffre d'affaires « produits »	45 911	31 869	0		77 780
Intra-secteurs	15 942			(15 942)	0
<b>Chiffre d'affaires net produits</b>	<b>61 853</b>	<b>31 869</b>	<b>0</b>	<b>(15 942)</b>	<b>77 780</b>
Autres produits des activités ordinaires	5 069	963			6 032
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>66 922</b>	<b>32 832</b>	<b>0</b>	<b>(15 942)</b>	<b>83 812</b>
Coûts des ventes	(45 000)	(18 849)		15 942	(47 907)
<b>Marge brute</b>	<b>21 922</b>	<b>13 983</b>	<b>0</b>		<b>35 905</b>
Frais de communication	(4 357)	(927)			(5 284)
Frais commerciaux	(8 979)	(8 799)	13		(17 765)
Frais généraux et administratifs	(16 609)	(2 324)	(11)		(18 944)
Autres produits et charges d'exploitation	(20 006)	1 038	(14)		(18 982)
<b>Résultat opérationnel avant pertes de valeur</b>	<b>(28 029)</b>	<b>2 971</b>	<b>(12)</b>	<b>0</b>	<b>(25 070)</b>
Pertes de valeur sur actifs (IAS 36)	(20 832)	(1 702)			(22 534)
Charges opérationnelles	(70 783)	(12 714)	(12)	0	(83 509)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(48 861)</b>	<b>1 269</b>	<b>(12)</b>	<b>0</b>	<b>(47 604)</b>
Coût de l'endettement financier net	(2 076)	196	1		(1 879)
Autres produits et charges financiers	(483)	(137)			(620)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(132)				(132)
<b>Résultat avant Impôt</b>	<b>(51 552)</b>	<b>1 328</b>	<b>(11)</b>	<b>0</b>	<b>(50 235)</b>
Impôts sur les résultats	(513)	(771)	(1)		(1 285)
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>(52 065)</b>	<b>557</b>	<b>(12)</b>	<b>0</b>	<b>(51 520)</b>
<b>Résultat net – part du Groupe</b>	<b>(52 065)</b>	<b>557</b>	<b>(12)</b>	<b>0</b>	<b>(51 520)</b>
<b>Résultat net – intérêts minoritaires</b>					<b>0</b>

Au 30 septembre 2005

[En milliers d'euros]	Europe	Asie	Autres	Intra-secteurs	GROUPE
Chiffre d'affaires « produits »	21 781	13 283			35 064
Intra-secteurs	7 997			(7 997)	0
<b>Chiffre d'affaires net produits</b>	<b>29 778</b>	<b>13 283</b>	<b>0</b>	<b>(7 997)</b>	<b>35 064</b>
Autres produits des activités ordinaires	1 491	743			2 234
<b>Produits des activités ordinaires</b>	<b>31 269</b>	<b>14 026</b>	<b>0</b>	<b>(7 997)</b>	<b>37 298</b>
Coûts des ventes	(21 599)	(7 919)		7 997	(21 521)
<b>Marge brute</b>	<b>9 670</b>	<b>6 107</b>	<b>0</b>		<b>15 777</b>
Frais de communication	(2 170)	(480)			(2 650)
Frais commerciaux	(4 660)	(4 160)			(8 820)
Frais généraux et administratifs	(8 209)	(1 238)			(9 447)
Autres produits et charges d'exploitation	(1 277)	(88)	(16)		(1 381)
<b>Résultat opérationnel avant pertes de valeur</b>	<b>(6 646)</b>	<b>141</b>	<b>(16)</b>	<b>0</b>	<b>(6 521)</b>
Pertes de valeur sur actifs (IAS 36)	(21 120)	(1 396)			(22 516)
Charges Opérationnelles	(37 436)	(7 362)	(16)	0	(44 814)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(27 766)</b>	<b>(1 255)</b>	<b>(16)</b>	<b>0</b>	<b>(29 037)</b>
Coût de l'endettement financier net	(1 004)	90			(914)
Autres produits et charges financiers	(414)	(64)			(478)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(256)				(256)
<b>Résultat avant Impôt</b>	<b>(29 440)</b>	<b>(1 229)</b>	<b>(16)</b>	<b>0</b>	<b>(30 685)</b>
Impôts sur les résultats	(262)	(520)			(782)
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>(29 702)</b>	<b>(1 749)</b>	<b>(16)</b>	<b>0</b>	<b>(31 467)</b>
<b>Résultat net – part du Groupe</b>	<b>(29 702)</b>	<b>(1 749)</b>	<b>(16)</b>	<b>0</b>	<b>(31 467)</b>
<b>Résultat net – intérêts minoritaires</b>					<b>0</b>

**1.3.2.1.2. Données bilantielles par secteurs géographiques**

Les éléments principaux du bilan par secteur géographique se présentent ainsi :

<b>au 30 septembre 2006</b>	<b>Europe</b>	<b>Asie</b>	<b>Autres</b>	<b>Groupe</b>
Stocks & en-cours	15 119	6 159	0	21 278
Créances clients	8 067	2 594	0	10 661
Trésorerie & équivalent de trésorerie	28 314	8 374	27	36 715
Dettes financières courantes et non courantes	22 636	1 636	0	24 271

  

<b>au 31 mars 2006</b>				
Stocks & en-cours	15 387	6 221	0	21 608
Créances clients	9 223	4 739	0	13 962
Trésorerie & équivalent de trésorerie	14 095	5 373	28	19 496
Dettes financières courantes et non courantes	40 286	5 809	0	46 095

### 1.3.2.1.3. Écarts d'acquisition

(En milliers d'euros)	STD MARKETING HONG KONG	STD INVEST PTE TWN	STD DISTRIBUTION PTE S'PORE	STD BHD MALAYSIA	TOTAL
<b>VALEURS BRUTES</b>					
<b>au 30/09/2005</b>	<b>3 365</b>	<b>0</b>	<b>29</b>	<b>23</b>	<b>3 417</b>
Ecart de conversion	(40)	-	1	1	(38)
<b>au 31/03/2006</b>	<b>3 325</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>24</b>	<b>3 379</b>
Ecart de conversion	(146)	-	(1)	(1)	(148)
<b>au 30/09/2006</b>	<b>3 179</b>	<b>0</b>	<b>29</b>	<b>23</b>	<b>3 231</b>

#### Retraitements des amortissements (à partir du bilan d'ouverture en normes IFRS)

(En milliers d'euros)	STD MARKETING HONG KONG	STD INVEST PTE TWN	STD DISTRIBUTION PTE S'PORE	STD BHD MALAYSIA	TOTAL
<b>AMORTISSEMENTS</b>					
<b>au 30/09/2005</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Pertes de valeurs comptabilisées en charges</b>	-	-	(29)	(23)	(52)
Ecart de conversion	-	-	(1)	(1)	(2)
<b>au 31/03/2006</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(30)</b>	<b>(24)</b>	<b>(54)</b>
Ecart de conversion	-	-	1	1	2
<b>au 31/03/2006</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(29)</b>	<b>(23)</b>	<b>(52)</b>

(En milliers d'euros)	STD MARKETING HONG KONG	STD INVEST PTE TWN	STD DISTRIBUTION PTE S'PORE	STD BHD MALAYSIA	TOTAL
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>					
<b>au 30/09/2005</b>	<b>3 365</b>	<b>0</b>	<b>29</b>	<b>23</b>	<b>3 417</b>
<b>au 31/03/2006</b>	<b>3 325</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 325</b>
<b>au 30/09/2006</b>	<b>3 179</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 179</b>

L'adoption des normes IFRS a entraîné le reclassement des écarts d'acquisition pour leur valeur nette au 31 mars 2004 dans les entités dont ils sont issus. Ce reclassement, concernant les entités situées hors zone Euro, génère des écarts de change enregistrés dans les capitaux propres.

En outre, ces écarts d'acquisition cessent d'être amortis linéairement et font l'objet de tests de valeur dans le cadre de l'application de la norme IAS 36. Les tests pratiqués au 31 mars 2006 ont entraîné la dépréciation des écarts d'acquisition de deux filiales (Singapour, Malaisie).

1.3.2.1.4. Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au bail	R&D	Autres	Total
<b>au 30/09/2005</b>	<b>652</b>	<b>3 806</b>	<b>1 459</b>	<b>6 253</b>	<b>12 170</b>
Acquisitions			201	298	499
Cessions			(42)	(124)	(167)
Effet de change	45			(12)	32
Autres		56	(230)	(261)	(435)
<b>au 31/03/2006</b>	<b>697</b>	<b>3 862</b>	<b>1 388</b>	<b>6 153</b>	<b>12 099</b>
Acquisitions			191	1 151	1 342
Cessions			(322)	(11)	(333)
Effet de change				(16)	(16)
Autres				(1 138)	(1 138)
<b>au 30/09/2006</b>	<b>697</b>	<b>3 862</b>	<b>1 257</b>	<b>6 139</b>	<b>11 954</b>

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au bail	R&D	Autres	Total
<b>AMORTISSEMENTS</b>					
<b>au 30/09/2005</b>	<b>(652)</b>	<b>(3 546)</b>	<b>(481)</b>	<b>(4 144)</b>	<b>(8 823)</b>
Dotations		0	(1)	(7)	(8)
Reprises			(16)	124	108
Effet de change	(45)			11	(33)
Autres		(6)	226		221
<b>au 31/03/2006</b>	<b>(697)</b>	<b>(3 552)</b>	<b>(272)</b>	<b>(4 016)</b>	<b>(8 535)</b>
Dotations			(6)	(10)	(16)
Reprises			107	20	127
Effet de change				13	13
Autres					0
<b>au 30/09/2006</b>	<b>(697)</b>	<b>(3 552)</b>	<b>(171)</b>	<b>(3 993)</b>	<b>(8 411)</b>

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au bail	R&D	Autres	Total
<b>DEPRECIATIONS CUMULEES</b>					
<b>au 30/09/2005</b>		<b>(260)</b>	<b>(978)</b>	<b>(2 109)</b>	<b>(3 347)</b>
Pertes de valeur en charges		(51)	(138)	(30)	(219)
Pertes de valeur en réserves					0
Effet de change				2	2
<b>au 31/03/2006</b>		<b>(311)</b>	<b>(1 116)</b>	<b>(2 137)</b>	<b>(3 564)</b>
Pertes de valeur en charges					0
Reprise de Pertes de valeur en Produits			215		215
Pertes de valeur en réserves					0
Effet de change				3	3
<b>au 30/09/2006</b>		<b>(311)</b>	<b>(901)</b>	<b>(2 134)</b>	<b>(3 346)</b>

(En milliers d'euros)	Brevets	Droit au bail	R&D	Autres	Total
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE</b>					
<b>au 30/09/2005</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(0)</b>	<b>(0)</b>	<b>(0)</b>
<b>au 31/03/2006</b>	<b>(0)</b>	<b>(0)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>au 30/09/2006</b>	<b>(0)</b>	<b>(0)</b>	<b>185</b>	<b>12</b>	<b>197</b>

Les « Brevets, marques, savoir-faire » correspondent essentiellement à des marques achetées soit dans un objectif de protection juridique, soit pour une exploitation ultérieure. Ils sont totalement amortis.

Les « Droits au bail » correspondent aux droits au bail de boutiques S.T.Dupont en Europe, et sont amortis en normes IFRS sur la durée du bail.

Les « Frais de Recherche et Développement » comprennent les frais engagés pour la conception et la fabrication de nouvelles lignes de produits ou de nouvelles technologies s'y rapportant, et les frais de collection de l'activité prêt-à-porter masculin. Avant l'adoption des normes IFRS, ces frais figuraient en « charges à répartir » et ont été reclassés au 1er avril 2004 comme suit : en valeur brute pour 2 912 milliers d'euros (dont moules et empreintes : 2 660 milliers d'euros, frais de collection : 252 milliers d'euros) et en amortissements pour 2 386 milliers d'euros (moules et empreintes).

Les « Autres immobilisations incorporelles » correspondent essentiellement à des logiciels.

1.3.2.1.5. Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Agencements	Installations	Autres	Total
<b>VALEUR BRUTE</b>						
<b>au 30/09/2005</b>	<b>162</b>	<b>4 221</b>	<b>10 240</b>	<b>24 403</b>	<b>9 778</b>	<b>48 804</b>
Acquisitions			292	370	221	883
Acquisitions contrats de location long terme					119	119
Cessions ou mise au rebus			(712)	(5 185)	(401)	(6 298)
Sortie d'un contrat de location long terme					(226)	(226)
Effet de change			0	1	(84)	(83)
Autres				3		3
<b>au 31/03/2006</b>	<b>162</b>	<b>4 221</b>	<b>9 820</b>	<b>19 592</b>	<b>9 407</b>	<b>43 202</b>
Acquisitions			94	378	90	562
Acquisitions contrats de location long terme					72	72
Cessions ou mise au rebus			(26)		(332)	(358)
Sortie d'un contrat de location long terme					(184)	(184)
Effet de change			(52)	(10)	(110)	(172)
Autres						0
<b>au 30/09/2006</b>	<b>162</b>	<b>4 221</b>	<b>9 836</b>	<b>19 960</b>	<b>8 943</b>	<b>43 122</b>

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Agencements	Installations	Autres	Total
<b>AMORTISSEMENTS</b>						
<b>au 30/09/2005</b>	<b>0</b>	<b>(2 323)</b>	<b>(4 275)</b>	<b>(15 964)</b>	<b>(6 524)</b>	<b>(29 086)</b>
Dotations		0	(142)	10	(53)	(185)
Dotation sur leasing LT					(32)	(32)
Reprises suite à cession ou mise au rebus			425	4 616	333	5 374
Reprise sur leasing LT					213	213
Effet de change			(2)	0	31	29
Autres						0
<b>au 31/03/2006</b>	<b>0</b>	<b>(2 323)</b>	<b>(3 994)</b>	<b>(11 338)</b>	<b>(6 032)</b>	<b>(23 687)</b>
Dotations			(161)	12	(201)	(350)
Dotation sur leasing LT					(148)	(148)
Reprises suite à cession ou mise au rebus			94	14	397	505
Reprise sur leasing LT					308	308
Effet de change			25	4	49	78
Autres						0
<b>au 30/09/2006</b>	<b>0</b>	<b>(2 323)</b>	<b>(4 036)</b>	<b>(11 308)</b>	<b>(5 627)</b>	<b>(23 294)</b>

(En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Agencements	Installations	Autres	Total
<b>DEPRECIATIONS CUMULEES</b>						
<b>au 30/09/2005</b>	<b>(162)</b>	<b>(1 898)</b>	<b>(5 734)</b>	<b>(8 427)</b>	<b>(2 948)</b>	<b>(19 169)</b>
Pertes de valeur comptabilisées en charges sur						0
Immobilisations corporelles	0	(0)	125	183	587	896
Contrats de location-financement					(643)	(643)
Pertes de valeur comptabilisées en réserves						0
Effet de change					34	34
Autres						0
<b>au 31/03/2006</b>	<b>(162)</b>	<b>(1 898)</b>	<b>(5 609)</b>	<b>(8 244)</b>	<b>(2 969)</b>	<b>(18 881)</b>
Pertes de valeur comptabilisées en charges						0
Immobilisations corporelles						0
Reprise de perte de valeur en produits						
Contrats de location-financement					5	5
Pertes de valeur comptabilisées en réserves						0
Effet de change			18	7	42	67
<b>au 30/09/2006</b>	<b>(162)</b>	<b>(1 898)</b>	<b>(5 591)</b>	<b>(8 237)</b>	<b>(2 922)</b>	<b>(18 809)</b>

#### Valeur Nette Comptable

<b>au 30/09/2005</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>231</b>	<b>12</b>	<b>306</b>	<b>549</b>
<b>au 31/03/2006</b>	<b>0</b>	<b>(0)</b>	<b>217</b>	<b>10</b>	<b>406</b>	<b>633</b>
<b>au 30/09/2006</b>	<b>0</b>	<b>(0)</b>	<b>209</b>	<b>415</b>	<b>394</b>	<b>1 018</b>

Les immobilisations corporelles correspondent essentiellement aux immobilisations de la société mère et de son centre industriel.

Le poste « Autres immobilisations corporelles » comprend :

- d'une part du mobilier de bureau, des agencements divers, et meubles de présentoirs,
- d'autre part des « immobilisations financées par des contrats de location financement »

Au 30/09/2006, ces « immobilisations financées par des contrats de location financement » se répartissent en :

(En milliers d'Euros)	Total
Valeur brute	1 124
Amortissements	(371)
Dépréciation (IAS 36)	(638)
<b>Valeur nette</b>	<b>115</b>

**1.3.2.1.6. Participations dans les entreprises associées**

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
Orfarlabo	282	629	506
Hong Kong Export	7	7	7
<b>Valeur d'équivalence</b>	<b>289</b>	<b>636</b>	<b>513</b>

Chiffres clés des entreprises associées :

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
Total Actifs	1 927	3 580	4 639
Total Passifs	779	1 694	2 298
Chiffre d'affaires	1 588	4 263	2 429
Résultat net	[738]	[454]	[824]

La société Orfarlabo S.A est une filiale de S.T.Dupont S.A à hauteur de 33,33 % qui assure la distribution entre autres marques des produits S.T.Dupont sur le marché Espagnol.

La société Hong-Kong Export est détenue à 75 % par D and D International B.V. qui détient également environ 55,8 % de S.T.Dupont S.A., cette filiale est dormante à ce jour.

Les chiffres communiqués dans le tableau ci-dessus concernent uniquement la société Orfarlabo SA. La filiale Hong-Kong Export est dormante.

**1.3.2.1.7. Stocks et en cours**

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
Matières Premières	3 508	3 352	3 812
Produits et en-cours / semi ouvrés	8 186	7 400	8 907
Marchandises et Produits finis	17 683	18 845	23 637
Pièces détachées et consommables	898	906	1 552
<b>Total Valeur Brute</b>	<b>30 276</b>	<b>30 503</b>	<b>37 908</b>
Matières Premières	(1 763)	(1 539)	(1 124)
Produits et en-cours / semi ouvrés	(3 040)	(2 947)	(2 134)
Marchandises et Produits finis	(3 991)	(4 112)	(3 253)
Pièces détachées et consommables	(205)	(297)	(232)
<b>Total provision pour dépréciation</b>	<b>(8 998)</b>	<b>(8 895)</b>	<b>(6 743)</b>
Matières Premières	1 745	1 813	2 688
Produits et en-cours / semi ouvrés	5 146	4 453	6 773
Marchandises et Produits finis	13 693	14 733	20 384
Pièces détachées et consommables	694	609	1 320
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>21 278</b>	<b>21 608</b>	<b>31 165</b>

Comparé au 30 septembre 2005, les stocks nets ont été réduits de 9 887 milliers d'euros et sont au même niveau qu'au 31 mars 2006 soit une diminution de 31.7 %.

Au 30 septembre 2006, les stocks sont provisionnés à hauteur de 29,7 %, (contre 17.8 % au 30 septembre 2005).

### 1.3.2.1.8. Créances clients et comptes rattachés

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
<b>Clients</b>	<b>10 014</b>	<b>11 804</b>	<b>13 912</b>
dont créances à recevoir d'entreprises associées			
Orfarlabo	223	314	584
<b>Effets à recevoir</b>	<b>422</b>	<b>1 925</b>	<b>1 687</b>
<b>Créances avec les parties liées</b>	<b>1 064</b>	<b>1 065</b>	<b>445</b>
dont:			
- Harvey Nichols			19
- D Marketing Japan			
- Dickson Concept Ltd		1	11
- Seibu	46	67	55
- Bondwood Investment	1 002	704	327
- Leading way apparel shangai		289	1
- Artland watch cie	15		-
- Hincley retail division			15
- Autres	1	4	18
<b>Total valeur brute</b>	<b>11 500</b>	<b>14 794</b>	<b>16 044</b>
<b>Provision pour dépréciation des Clients</b>	<b>(839)</b>	<b>(832)</b>	<b>(896)</b>
<b>Total valeur nette</b>	<b>10 661</b>	<b>13 962</b>	<b>15 148</b>

Au 30 septembre 2006, le total brut des créances clients non encore échues s'élevé à 10 931 milliers d'euros et les créances échues depuis plus de 6 mois représentent 234 milliers d'euros.

### 1.3.2.1.9. Autres créances

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
Charges constatées d'avance	760	646	881
Taxes sur la valeur ajoutée	677	629	860
Autres créances	1 921	2 852	1 941
Autres prêts et avances	404	208	116
<b>Total</b>	<b>3 762</b>	<b>4 335</b>	<b>3 798</b>

Le litige avec les autorités fiscales allemandes existant au 31 mars 2005 (cf. note 20.6.2.5.14. « Provisions pour risques et charges » du document de référence 2005-2006), n'existe plus dans la mesure où la commission franco allemande nous a donné raison. Les montants concernés sont en cours de récupération par notre filiale allemande auprès du fisc allemand.

1.3.2.1.10. **Actifs financiers**

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
Instruments financiers	0	4	10
<b>Actifs financiers courants</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>10</b>
Autres immobilisations financières	1 489	1 575	1 538
Instruments financiers	0	0	104
<b>Actifs financiers non courants</b>	<b>1 489</b>	<b>1 575</b>	<b>1 641</b>

Les immobilisations financières représentent quasi exclusivement des dépôts de garantie.

1.3.2.1.11. **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
Valeurs Mobilières de Placement	25 483	7 650	230
Dépôts à terme	6 837	2 321	3 515
Comptes courants bancaires	4 395	9 525	8 197
<b>Total</b>	<b>36 715</b>	<b>19 496</b>	<b>11 942</b>

Les valeurs mobilières de placement correspondent essentiellement à des SICAV. En application du référentiel IFRS, les actions auto détenues sont désormais présentées en diminution des capitaux propres.

L'augmentation de la trésorerie résulte principalement de la réalisation de l'augmentation de capital.

1.3.2.1.12. **Capitaux propres**

L'Assemblée Générale du 4 avril 2006 a décidé de réduire le nominal des actions de 1,60 euros à 0.05 euros.

L'augmentation de capital intervenue en juin 2006 a porté le capital S.T.Dupont S.A. à 21 211 336.20 euros.

Au cours du premier semestre de l'exercice, les conversions d'obligations convertibles (OCEANE) ont entraîné la création de 395 581 actions nouvelles, soit une augmentation de capital de 19 milliers d'euros et une augmentation de la prime d'émission de 429 milliers d'euros.

Au 30 septembre 2006, le capital social est composé de 424 622 305 actions au nominal de 0,05 euros.

Les frais liés à l'augmentation de capital ont été imputés sur la prime d'émission à concurrence de 1 038 milliers d'euros sur le semestre.

Au 31 mars 2006, la société détient 11 908 actions S.T.Dupont pour 42 milliers d'euros. Celles-ci sont provisionnées pour 41 milliers d'euros.

### 1.3.2.1.13. Provisions pour risques et charges

(En milliers d'euros)	Provisions pour garantie	Provisions pour risques	Provisions pour charges	Total provisions courantes	Provisions pour retraites et autres avantages à long terme	Total
<b>Au 30/09/2005</b>	<b>1 702</b>	<b>1 955</b>	<b>679</b>	<b>4 336</b>	<b>7 040</b>	<b>11 376</b>
Dotations	333	0	16 897	17 230	112	18 118
Reprises utilisées	(528)	(414)	(72)	(1 014)	(894)	(2 878)
Reprise non utilisées		(1 078)	0	(1 078)	(732)	(1 170)
Effet de change		(8)	(1)	(9)	(30)	40
Impact d'actualisation				0	330	330
Autres				0		0
<b>Au 31/03/2006</b>	<b>1 507</b>	<b>454</b>	<b>17 503</b>	<b>19 464</b>	<b>5 826</b>	<b>25 290</b>
Dotations		2 478	6	2 484	615	3 099
Reprises utilisées		(28)	(574)	(602)	(48)	(650)
Reprise non utilisées		(28)	(8 307)	(8 335)	(29)	(8 364)
Effet de change			(1)	(1)	(30)	(31)
Impact d'actualisation				0		0
Autres				0		0
<b>Au 30/09/2006</b>	<b>1 507</b>	<b>2 876</b>	<b>8 627</b>	<b>13 010</b>	<b>6 334</b>	<b>19 344</b>

Une provision pour garantie est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des produits vendus en France et à l'étranger. Cette provision est calculée annuellement sur une base statistique du nombre de retours de produits neufs.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'affaires, le Groupe a été conduit à revoir au cours du semestre l'ensemble de ses relations avec ses partenaires (clients, distributeurs, fournisseurs,...) et à résilier un certain nombre de contrats. L'objectif de cet exercice est d'optimiser notre performance avec nos partenaires.

Dans ce cadre, nous avons estimé qu'il existait des risques liés à la rupture de ces contrats qui ont fait l'objet de dotation aux provisions pour risques pour un montant de 2 355 milliers d'euros.

Conformément à la note 92 de l'IAS 37, nous ne communiquons pas de manière détaillée sur ces risques afin de ne pas obérer la capacité d'action du Groupe dans la gestion des dossiers concernés.

Les provisions pour charges correspondent principalement au solde du plan social en France et à une provision pour une partie de la population du site industriel dans le cadre d'accords de la métallurgie (CATS/CASA) pour un montant de 209 milliers d'euros après utilisation de 182 milliers d'euros au 30 septembre 2006 et dotation de 5 milliers d'euros, couvrant les dépenses engagées à ce titre. En effet, le Groupe gère en France un plan de préretraite pour les employés (CATS/CASA). Ce plan est partiellement financé par l'Etat.

Par ailleurs, au 31 mars 2006, le Groupe avait constaté une charge liée à la mise en œuvre de son plan d'affaires pour 17 533 milliers d'euros dont 16 872 milliers d'euros comptabilisés en provision pour charges, le solde étant comptabilisé par certaines filiales en dettes sociales. Cette provision recouvrait l'ensemble des coûts estimés pour faire face aux restructurations dans l'ensemble des sociétés du Groupe, aux coûts de fermeture de boutiques, etc.

Pour les filiales européennes, les mesures de réduction d'effectifs prévues dans le plan d'affaires se sont déroulées sur l'ensemble du premier semestre de l'exercice.

En ce qui concerne la France, un Plan de Sauvegarde de l'Emploi avait été annoncé fin mars 2006 et a fait l'objet de la procédure d'information/consultation entre le mois de mars et le mois d'octobre. Compte tenu des élections des délégués du personnel intervenues en avril 2006, la négociation n'a véritablement démarré qu'en mai 2006. Les représentants du personnel n'ayant pas accepté le regroupement des Livre IV (Analyse économique) et Livre III (Mesures d'accompagnement), les négociations sur le Livre III n'ont pu commencer qu'en juillet après que le CCE et les CE aient émis un avis sur le Livre IV.

Les mesures d'accompagnement du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (Livre III) ont fait l'objet d'un avis des représentants du personnel en octobre 2006, ce qui a permis la mise en œuvre effective du Plan pour la France à compter du mois d'octobre 2006.

Afin de réduire au maximum l'impact du plan social en terme de licenciements, un accord a été conclu avec les organisations syndicales en vue de revenir à un horaire de travail de 35 heures à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007 pour l'usine de Faverges. La signature de cet accord a entraîné la réduction du nombre de licenciements « secs » de 15 postes.

Les démissions intervenues avant l'avis du CCE sur le Plan de Sauvegarde de l'Emploi et les négociations avec les représentants du personnel visant à sauvegarder les emplois ont permis de limiter les suppressions de postes qui sont passées de 164 initialement prévus à 137 et qui se sont traduits par 90 départs dans le cadre du PSE dont 13 « licenciements secs » à l'usine de Faverges et 17 au siège social. Les mesures d'accompagnement du plan visent à optimiser les possibilités de reclassements des personnes concernées et à indemniser le préjudice subi.

Au 31 mars 2006, nous avons comptabilisé une provision destinée à couvrir les coûts de ce plan de restructuration. Cette provision avait été établie pour les postes concernés ayant encore un titulaire au 31 mars sur la base d'estimations découlant de l'état des discussions avec les représentants du personnel qui venaient tout juste de commencer. Ces hypothèses reflétaient notre meilleure estimation à ce moment précis, compte tenu du nombre de suppression de postes prévus à cette date et de la répartition prévue entre les quatre catégories suivantes : retraite, licenciement, FNE et départ volontaire. Sur ces bases, la provision, ramenée à l'individu, était tout à fait comparable aux informations que nous avons pu obtenir par ailleurs sur des PSE comparables.

Le résultat des négociations menées avec les représentants du personnel, la répartition réelle des départs (retraite, licenciement, FNE, départs volontaires), la réduction du nombre de postes supprimés du fait de la signature de l'accord sur les 35 heures et des besoins de la production ainsi que les démissions en nombre important intervenues entre l'annonce du P.S.E. et le début de négociations sur le Livre III, ont permis de réduire sensiblement les licenciements « secs » et, par voie de conséquence, le coût du plan social par rapport aux prévisions. La provision résiduelle au 30 septembre 2006 est basée sur des éléments certains et sur des estimations dans la mesure où certaines composantes du P.S.E. font encore l'objet de négociations avec les organismes publics.

La reprise de provision résultant du moindre nombre de départs et du résultat des négociations sur les mesures d'accompagnement ont entraîné une reprise de provision de 8 336 milliers d'euros au 30 septembre 2006.

La dotation de la provision pour retraite incorpore une dotation complémentaire de 419 milliers d'euros correspondant à la correction de l'estimation de l'impact du plan social sur la provision pour indemnités de départs en retraite qui avait été déterminé sur la base du plan social initial.

#### **1.3.2.1.14. Emprunt obligataire convertible**

Le 14 avril 2004, le Groupe S.T.Dupont a procédé à l'émission d'une OCEANE d'un montant de 22 500 milliers d'euros, représentée par 4 756 871 obligations convertibles en actions d'une valeur nominale de 4,73 euros. Ces obligations ont été souscrites à hauteur de 71,55 % par D and D International B.V. Elles sont remboursables en totalité au 1er avril 2009.

Cet emprunt porte intérêt à 7,00 % payable à terme échu le 1er avril de chaque année. Les intérêts comptabilisés au titre de l'exercice 2005-2006, payés le 1er avril 2006, s'élèvent à 1 575 milliers d'euros.

Par décision du Directoire en date du 19 juin 2006 et conformément aux stipulations du paragraphe 2.6.7.3 de la note d'opération définitive relative aux OCEANE visée par l'AMF le 23 mars 2004, le ratio d'attribution des OCEANE a été porté à 4,166 actions pour 1 OCEANE à compter du 19 juin 2006 afin de tenir compte de l'émission d'actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital intervenue en juin 2006.

Au cours du semestre, 94 955 obligations ont été converties en 395 581 actions entraînant une augmentation du capital social de 19 779.05 euros. Parallèlement, la prime d'émission a été augmentée de 453 761.10 euros.

En application de la norme IAS 32, l'OCEANE s'analyse comme un instrument financier hybride comprenant une composante capitaux propres (liée à la faculté de conversion) et une composante dette. La composante dette est valorisée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif avec un taux de 10,13 %. La juste valeur de la composante dette de l'OCEANE incluse dans les dettes non courantes a été déterminée lors de l'émission obligataire. Elle a été calculée à partir du taux de marché de 9,21 %. Au 30 septembre 2006, la part dette ressort à 21 344 milliers d'euros.

Le montant résiduel entre la juste valeur de l'Océane et la juste valeur de la composante dette à l'émission constitue la valeur de la composante capitaux propres. Elle est incluse dans le poste « autres réserves » du capital et s'élève à 1 904 milliers d'euros.

Au 30 septembre 2006, le cours de l'OCEANE était de 4.00 euros.

### 1.3.2.1.15. Emprunts et dettes financières

Au 30 septembre 2006, les lignes de crédit confirmées non utilisées s'élèvent à 12 890 milliers d'euros et les lignes de crédit non confirmées non utilisées s'élèvent à 976 milliers d'euros.

L'emprunt de 40 milliers d'euros, remboursable sur 10 ans, originellement à partir de 2004, correspond à une subvention obtenue en 2002 dans le cadre de l'équipement d'une salle de stockage des déchets.

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>30/09/2006</b>	<b>31/03/2006</b>	<b>30/09/2005</b>
Découverts	752	10 331	11 399
Emprunts à court terme	1 636	5 810	7 954
Dettes sur contrats de location-financement	252	285	289
<b>Emprunts et dettes financières courantes</b>	<b>2 640</b>	<b>16 426</b>	<b>19 642</b>
Emprunts à long terme	38	40	43
Dettes sur contrats de location-financement	248	301	368
C/C actionnaires	0	7 000	0
<b>Emprunts et dettes financières non courantes</b>	<b>287</b>	<b>7 341</b>	<b>412</b>
<b>Total des emprunts et dettes financières</b>	<b>2 927</b>	<b>23 767</b>	<b>20 054</b>

L'augmentation de capital, pour la partie concernant D and D International, a été partiellement réalisée par apport de créances (7 000 milliers d'euros). Le solde pour l'ensemble des actionnaires, a été réalisé en numéraire, ce qui a permis de ne plus recourir aux lignes de crédit court terme et autres découverts pour la maison mère STD SA, sinon dans le cadre de la gestion de trésorerie courante. Ceci explique la baisse des découverts et emprunts court terme qui ne comprennent plus que les financements court terme de certaines filiales.

Au 30 septembre 2006, l'échéancier des grandes catégories de dettes (hors intérêts courus) se présente comme suit :

Nature de la dette	Taux d'intérêt	Montant (en milliers d'euros)	Échéances	Couvertures	
Emprunt obligataire	Taux fixe	22 050	2009	* **	néant
Concours bancaires et crédits bancaires court terme					
Euro	Taux variable	752			
Dollar US	Taux variable	0			néant
Franc suisse	Taux variable	0			(Crédits conservés en
Dollar de Hong Kong	Taux variable	0			taux variables dans leur
Dollar de Taiwan	Taux variable	450			monnaie d'origine)
Dollar de Singapour	Taux variable	0			
Ringitt	Taux variable	0			
Yen	Taux variable	1 188			
Autres dettes					néant
Financement régional	Taux fixe	38	2006/2014		néant
Lignes de crédit confirmées non tirées (hors impact cession de créances)					
Euro	Taux variable	10 518		***	
Dollar US	Taux variable	0			
Franc suisse	Taux variable	95			
Dollar de Hong Kong	Taux variable	506			
Dollar de Taiwan	Taux variable	1 746			
Dollar de Singapour	Taux variable	25			
Ringitt	Taux variable	0			
Yen	Taux variable	0			

\* Emprunt représenté par des obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions S.T.DUPONT nouvelles ou existantes, et remboursable à compter du 1er avril 2009

Ce montant ne tient pas compte du retraitement effectué dans les comptes consolidés en application de la note IAS 32 au titre des instruments financiers hybrides

\*\* Hors intérêts courus et frais d'émission, l'emprunt obligataire représente 90% de l'endettement

\*\*\* Clause de défaut sur 3 000 milliers d'euros supprimée jusqu'au renouvellement des facilités courant premier trimestre de l'exercice 2006-2007

### 1.3.2.1.16. Fournisseurs

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
<b>Fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>4 833</b>	<b>3 660</b>	<b>5 660</b>
<b>Effets à payer</b>	<b>969</b>	<b>1 246</b>	<b>917</b>
<b>Dettes avec sociétés liées :</b>	<b>285</b>	<b>65</b>	<b>60</b>
dont:			
- Dickson Concepts Ltd	8	2	2
- Dickson Concepts (retail)	2	0	4
- Dickson Concepts (wholesale)	17	23	15
- Dickson com.Ltd (Open Way Co Ltd)	69	2	13
- Ever Success Management Ltd	10	34	8
- Leading Way Apparel Shangai	168		
- Hinkley retail division	5		
- Asset Pro Apparel (Shenzen) Ltd			6
- Autres	6	4	12
<b>Total</b>	<b>6 087</b>	<b>4 971</b>	<b>6 637</b>

### 1.3.2.1.17. Autres dettes

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
Dettes sociales	4 160	5 731	5 190
Taxe sur la valeur ajoutée	1 251	979	2 055
Produits constatés d'avance	352	498	206
Intérêts à payer	3	67	67
Intérêts à payer D&D	0	76	0
Autres dettes	3 198	3 840	2 685
<b>Total</b>	<b>8 964</b>	<b>11 191</b>	<b>10 204</b>

### 1.3.2.1.18. Dépréciations d'actifs (pertes de valeur)

La dégradation de la performance économique de l'entreprise durant le premier semestre 2005-2006 a entraîné une dépréciation significative des actifs (immobilisations incorporelles et corporelles) pour 22,5 millions d'euros au 30 septembre 2005 sur la base des tests réalisés à partir de la performance des différentes Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des zones géographiques.

Les tests de valeur consistent à comparer le montant des capitaux engagés par UGT concernée avec la valeur recouvrable de ces actifs correspondant à la « juste valeur ». Les opérations d'évaluation des justes valeurs ont été réalisées au 30 septembre 2005, avec l'assistance d'un expert indépendant, selon la méthode de l'actualisation des flux futurs nets de trésorerie (cash-flows futurs) sur la base des hypothèses transmises par la société.

L'appréciation de la valeur des actifs est affectée par plusieurs paramètres :

- Le montant des capitaux engagés
- Les cash-flow futurs qui reflètent les performances économiques de chacune des UGT prises isolément. Ces cash flow futurs sont principalement affectés par l'exploitation qui dépend elle-même de deux facteurs :
  - La maîtrise des coûts

o Le niveau d'activité

Les actions engagées au cours du semestre (augmentation de capital, mise en œuvre du plan social, réduction de frais de fonctionnement, augmentation du taux de marge,...) ont contribué à l'amélioration des paramètres liés aux capitaux engagés et à la maîtrise des coûts. Toutefois, la rentabilité opérationnelle demeure négative au 30 septembre 2006.

Par contre, les actions engagées sur l'offre Produits et sur la revue des circuits de distribution n'ont pas encore eu d'impact sur le niveau d'activité. Ceci sera perceptible au cours des trimestres à venir.

Les cash-flows futurs dépendent fortement du niveau de chiffre d'affaires et de la réduction des coûts. Les évolutions observées sur le premier semestre ne permettent pas de considérer que la valeur recouvrable des UGT a progressé à un niveau tel qu'il permette de déclencher une reprise des dépréciations précédemment constatées.

En conséquence, aucune reprise de dépréciation n'a été effectuée au 30 septembre 2006.

**1.3.2.1.19. Autres produits et charges**

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006
Plan de Sauvegarde de l'Emploi	8 315	(17 533)
Reprise de la provision pour retraite pour l'effectif concerné par le PSE	(419)	1 365
Gestion de crise	(359)	(1 966)
Provision pour risques	(2 355)	1 116
Résultat sur cessions d'immobilisations	(200)	(756)
Pertes de change	(269)	(508)
Autres	48	(700)
<b>Total</b>	<b>4 761</b>	<b>(18 982)</b>

Les principaux éléments des autres produits et charges concernent :

**Reprise de provision au titre de plan social**

Les hypothèses qui sous-tendaient la provision pour mise en œuvre du plan d'affaires pour la France comptabilisée au 31 mars 2006 ont évolué de manière significative compte tenu des éléments suivants :

- Le nombre de suppression de postes envisagé a été réduit dans le cadre des négociations afin d'obtenir, à la fois, un avis plus rapide permettant de réduire les coûts plus rapidement et un accord sur le retour aux 35 heures permettant une plus grande flexibilité dans l'utilisation des ressources affectées à la production.
- Le refus du CCE de joindre les négociations sur les Livres IV & III a eu pour conséquence que les démissions intervenues avant juillet 2006 ne sont pas concernées par le Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Ces démissions se sont révélées significatives en nombre, conséquence du temps qui s'est écoulé entre le début de la crise et le début des négociations sur le livre III (plus de 10 mois) et qui a conduit un nombre important de salariés à privilégier une solution personnelle à une action collective.
- Les négociations avec les représentants du personnel ont privilégié la réduction du nombre de licenciements par rapport aux mesures d'accompagnement.

L'ensemble de ces éléments se traduit par un moindre nombre de personnes concernées par le Plan de Sauvegarde de l'Emploi et par un coût unitaire moins élevé d'où une reprise de provision pour charges de 8 336 milliers d'euros au 30 septembre 2006.

**Provisions pour risques**

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'affaires, le Groupe a entamé une revue exhaustive de ses relations avec l'ensemble de ses partenaires commerciaux (clients, distributeurs, fournisseurs).

L'objectif général est d'optimiser la rentabilité de nos opérations que ce soit au travers d'une amélioration du chiffre d'affaires ou d'une réduction des coûts.

En conséquence, nous avons été amenés à lancer des appels d'offres, à ne plus servir certains clients et à changer certains fournisseurs. Pour chacune des opérations concernées, nous avons été conduits à déterminer s'il existait un risque et, dans l'affirmative, à en estimer le coût sur la base de la situation au 30 septembre. Ceci a eu pour conséquence la constitution d'une provision pour risques de 2 355 milliers d'euros au 30 septembre 2006.

### 1.3.2.1.20. Coût de l'endettement financier

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
<b>Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie</b>	<b>422</b>	<b>381</b>	<b>165</b>
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>(1 074)</b>	<b>(2 260)</b>	<b>(1 079)</b>
Dont :			
Charges financières sur emprunts	(120)	(163)	(20)
Charges financières des contrats de location financement	(17)	(44)	(22)
Charges financières de l'Océane	(937)	(2 052)	(1 037)
<b>Coût de l'endettement financier Net</b>	<b>(652)</b>	<b>(1 879)</b>	<b>(914)</b>
<b>Autres Produits et charges financières</b>	<b>(170)</b>	<b>(620)</b>	<b>(478)</b>
Dont :			
Gains (pertes) de change (non affectables)	(14)	32	5
Produits (charges) sur instruments dérivés	4	(32)	(49)
<b>Autres produits (charges) financiers</b>	<b>(160)</b>	<b>(620)</b>	<b>(434)</b>
<b>Total</b>	<b>(822)</b>	<b>(2 499)</b>	<b>(1 392)</b>

La baisse du coût de l'endettement financier net est la conséquence directe de l'augmentation de capital réalisée en juin 2006 qui a eu pour effet d'augmenter sensiblement les revenus des placements de trésorerie.

### 1.3.2.1.21. Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net – part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

(En milliers d'euros, sauf chiffres par action)

	30/09/2006	30/09/2005
<b>Résultat net – part du Groupe</b>	<b>1 201</b>	<b>(31 467)</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	225 507 704	6 226 724
<b>Résultat net par action</b>	<b>0,005</b>	<b>-5,054</b>
<b>Résultat net retraité</b>	<b>2 227</b>	<b>N/A (*)</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué	238 162 193	
<b>Résultat net dilué par action</b>	<b>0,009</b>	<b>N/A (*)</b>

(\*): Le résultat étant une perte, le résultat net dilué par action est identique au résultat net par action

Le nombre moyen d'actions en circulation tient compte de la situation au 31 mars 2006, de l'augmentation de capital intervenue fin juin 2006 et des conversions d'obligations convertibles (OCEANE) intervenues sur le semestre.

1.4. **Transactions avec des parties liées**

(En milliers d'euros)	Nature des transactions	Montant des transactions de la période (charges)/produits	Montant bilantiel débit/(crédit)
D&D International BV	Avance c/c actionnaire		
Bondwood Investment	Redevances	1 232	1 002
	Autres	(6)	
Dickson Concept LTD	Loyers	(35)	(8)
	Autres	(15)	
Dickson Concept LTD Retail division	Services	(17)	(2)
Dickson Concept LTD Wholesale division	Services	(125)	(17)
Dickson Warehousing LTD	Services (entrepôt)	(33)	(5)
Dickson Watch & Jewellery Co Ltd	Services	10	0
Ever Success Management LTD	Services	(60)	(10)
Hong Kong Seibu	Ventes nettes	206	7
	Loyers	(106)	
	Autres	(6)	
Dickson Communication LTD	Dépenses Publicitaires	(87)	(69)
Leading Way Ltd	Autres Produits	6	
	Autres Charges	(5)	
Artland Watch Cy	Ventes	21	15
Dickson Interior design Ltd	Services	(7)	
Hinkley Retail Division	Services	(24)	(5)
Dickson Stores Pte LTD	Ventes nettes	0	
Leading Way Apparel Shangai Ltd	Ventes	84	0
	Achats	(252)	(168)
Shenzen Seibu Dpt Store Cy Ltd	Ventes	272	39
	Autres	(46)	
Orfarlabo	Ventes	2 720	223
Autres	Ventes, Achats, Services	20	(0)
<b>Total</b>		<b>3 748</b>	<b>1 001</b>

#### 1.4.1.1.1. Engagements hors bilan

##### Engagements reçus

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
Lettres d'intention	10 321	10 396	10 032
Autres engagements reçus	294	304	448
<b>Total engagements reçus</b>	<b>10 615</b>	<b>10 700</b>	<b>10 480</b>

Les établissements bancaires avec lesquels le Groupe a contracté des lignes de crédit ont reçu de BroadGain Investment Ltd des lettres d'intention en garantie des facilités accordées à S.T.Dupont S.A. (France) à hauteur de 9 138 milliers d'euros. Par ailleurs, la filiale de Taïwan a reçu de BroadGain Investment Ltd une lettre d'intention en garantie de facilités à hauteur de 50 000 milliers de Taiwan Dollars, soit 1 183 milliers d'euros au 30 septembre 2006.

Les autres engagements reçus correspondent essentiellement à des dépôts de garantie (loyers) à hauteur de 215 milliers d'euros et à des garanties de bonne fin de règlement pour 79 milliers d'euros.

##### Engagements donnés

(En milliers d'euros)	30/09/2006	31/03/2006	30/09/2005
Cautions bancaires filiales	11 071	11 277	11 352
Commandes fermes d'immobilisations	0	380	272
Autres engagements donnés	239	221	371
<b>Total engagements donnés</b>	<b>11 310</b>	<b>11 878</b>	<b>11 995</b>

Les cautions bancaires correspondent aux cautions bancaires délivrées par la société-mère aux principales banques de ses filiales.

#### 1.4.1.1.2. Evènements post clôture

La revue critique des relations commerciales avec les partenaires commerciaux du Groupe n'est pas achevée au 30 septembre 2006 et va donc se poursuivre durant le second semestre de l'exercice.

#### 1.5. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 septembre 2006

Aux Actionnaires  
S.T. DUPONT  
92, boulevard du Montparnasse  
75014 Paris

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société S.T.DUPONT, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.3.2.1.13 et 1.3.2.1.19 des comptes semestriels consolidés résumés qui exposent l'évolution des provisions pour risques et charges depuis le 31 mars 2006, évolution qui résulte de la mise en œuvre du plan social et des actions engagées dans le cadre du plan d'affaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 12 décembre 2006

Les Commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**

Représenté par  
Christine Bouvry

**Ricol, Lasteyrie & Associés**

Représenté par  
Gilles de Courcel

D

*S.T. Dupont*  
PARIS